

NEUI_Travaux d'aménagement
des espaces publics de l'avenue
de Maison Blanche, secteur Nord,
phase 1A de la ZAC Maison
Blanche à Neuilly-sur-Marne (93)

Règlement de la consultation (RC)

Document commun aux 2 lots

Consultation n°

Date limite de remise des plis

Procédure de passation

Lot 1 : 202600044

Lot 2 : 202600045

LUNDI 30 MARS 2026 à 12h00

Procédure adaptée ouverte

(Article R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures
formalisées - Code de la commande publique)

1 ACHETEUR ET OBJET DU CONTRAT

1.1 Acheteur

Grand Paris Aménagement

11 rue de Cambrai
CS 10052
75945 Paris Cedex 19

Téléphone : 01 40 04 66 00

Courriel : serviceachats@grandparisamenagement.fr

Site internet : <https://www.grandparisamenagement.fr>

Représentant : Arnaud CURSENTE, Directeur Général de Grand Paris Aménagement.

1.2 Description de la prestation

La présente consultation porte sur la réalisation des **travaux d'aménagement des espaces publics de l'avenue de Maison Blanche, secteur Nord, phase 1A de la ZAC Maison Blanche à Neuilly-sur-Marne (93)**.

La consistance des travaux est décrite dans les CCTP.

Lot 1 : Eclairage public	
Code CPV	Libellé CPV
45310000	Travaux d'équipement électrique

Lot 2 : Travaux d'aménagement paysager	
Code CPV	Libellé CPV
45112700-2	Travaux d'aménagement paysager

1.3 Caractéristiques principales du contrat

	Objet du contrat	Travaux d'aménagement des espaces publics de l'avenue Maison Blanche, secteur Nord, phase 1A de la ZAC Maison Blanche à Neuilly-sur-Marne (93)
	Acheteur	Grand Paris Aménagement
	Type de contrat	Marché de travaux
	Structure	2 lots
	Lieu d'exécution	Neuilly-sur-Marne (93)
	Délai	6 mois
	Développement durable	Clauses sociale et environnementale
	Pénalités de retard	$P = V \times R / 3000$
	Variation des prix	Révisibles (formule)
	Nature des prix	Prix mixtes

1.4 Allotissement et structure de la consultation

La consultation est décomposée en 2 lots qui feront chacun l'objet d'un marché distinct :

Type	Objet
Lot 1	Electricité / Eclairage
Lot 2	Espaces verts

Le pouvoir adjudicateur autorise les candidats à présenter une offre pour un ou l'ensemble des lots.

En cas de soumissions à plusieurs lots, le candidat devra joindre un acte d'engagement par lot auquel il soumissionne (un acte d'engagement est joint pour chacun des lots dans le DCE).

2 CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

2.1 Procédure de passation

La présente consultation est passée sous la forme d'une procédure adaptée ouverte (Article R2123-1 1° -Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique).

Le pouvoir adjudicateur se laisse la possibilité au cours de l'analyse :

- 1) De faire régulariser les offres irrégulières, et en cas de négociation, les offres inacceptables,
- 2) De se faire préciser des éléments de l'offre,
- 3) D'auditionner les candidats,
- 4) De faire compléter ou de se faire préciser des éléments de la candidature.

2.2 Dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) remis aux candidats contient les documents suivants :

- 1) Le présent règlement de la consultation (RC) commun aux deux lots et son annexe :
 - Annexe : Fiche type à compléter par la pépinière pour le lot 2
- 2) L'acte d'engagement propre à chaque lot et son annexe :
 - Annexe 1 : Insertion sociale ;
- 3) Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun aux deux lots et ses deux annexes :
 - Annexe 1 : Règlement de chantier faible nuisance et son annexe ;
 - Annexe 2 : PGCSPS
- 4) Le cahier des clauses techniques particulières général (CCTP-Général) commun aux deux lots ;
- 5) Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) propre à chaque lot ;
- 6) Les annexes aux CCTPs :
 - Annexe 1 : Notices ;
 - Annexe 2 : Cahier des charges du SEDIF pour le réseau AEP ;
 - Annexe 3 : Spécifications SIG récolement GPGE ;
 - Annexe 4 : Étude géotechnique G2PRO (BS Consultants) ;
 - Annexe 5 : Diagnostic pollution (IDDEA) ;
 - Annexe 6 : Diagnostic amiante/HAP (BATEXPERT) ;
 - Annexe 7 : Retours DT ;
 - Annexe 8 : Enquêtes riverains enfouissement (URBANEA) ;
 - Annexe 9 : Planning prévisionnel OPC (VIBC) ;
 - Annexe 10 : Note d'organisation de chantier OPC (VIBC) ;

- Annexe 11 : APS ENEDIS enfouissement ;
 - Annexe 12 : Tableau de synthèse du suivi des déchets.
- 5) Les pièces graphiques ;
 - 6) Le bordereau des prix unitaires (BPU) propre à chaque lot ;
 - 7) La décomposition du prix globale et forfaitaire (DPGF) propre à chaque lot ;
 - 8) Le détail quantitatif estimatif (DQE) propre à chaque lot ;
 - 9) La trame de sous-détail des prix ;
 - 10) Les formulaires DC1, DC2 et DC4.

2.3 Modification de détail du dossier de consultation

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée la disposition précédente est applicable en fonction de la nouvelle date.

2.4 Visite de site

La voirie est un espace public libre d'accès, aucune visite obligatoire n'est prévue dans le cadre de la consultation.

2.5 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jour(s) à compter de la date limite de réception des offres initiale ou négociée le cas échéant.

3 COMMUNICATIONS ET ECHANGES D'INFORMATION PAR VOIE ELECTRONIQUE

Les communications et échanges s'effectueront pendant toute la consultation par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur.

4 MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

L'acheteur informe les candidats que le dossier de consultation des entreprises est intégralement dématérialisé. Il ne pourra en aucun cas être remis sur support papier ou sur support physique électronique.

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non-identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non-indication de ladite adresse électronique ou en cas de suppression de l'adresse. Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

5 PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

5.1 Mode de dévolution

Le candidat ne peut pas répondre à la fois en qualité de :

- Membres de plusieurs groupements
- Candidat individuel et de membres d'un ou plusieurs groupements.

En cas d'attribution du contrat à un groupement conjoint, l'acheteur se réserve la possibilité d'imposer la forme d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Conformément aux articles L1220-1 à L1220-3 du Code de la Commande publique et à l'arrêt du Conseil d'État n°436532 du 08/10/2020, si l'étude des offres démontre que plusieurs personnes morales différentes, qui constituent en principe des opérateurs économiques distincts, n'ont pas d'autonomie commerciale, résultant notamment des liens étroits entre leurs actionnaires ou leurs dirigeants, qui peut se manifester par l'absence totale ou partielle de moyens distincts ou la similarité de leurs offres, alors ces personnes morales seront regardées comme un seul et même soumissionnaire et seule sera retenue la dernière réponse déposée (article R2151-6 du Code de la commande publique).

Conformément à l'article R2142-4 du Code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché à peine d'irrégularité. Tous les groupements constitués des mêmes opérateurs économiques permutant leur responsabilité seront considérés comme un seul et même soumissionnaire.

5.2 Variantes

Les **variantes à l'initiative des candidats** ne sont pas autorisées.

Aucune **variante obligatoire** n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

5.3 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

La consultation ne prévoit pas de prestation supplémentaire éventuelle.

5.4 Contenu des plis et conditions de participation

5.4.1 Éléments nécessaires à la sélection des candidatures

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Situation juridique	
Déclaration du candidat (DC2)	Déclaration individuelle du candidat ou du membre du groupement (DC2 joint au DCE).
Lettre de candidature (DC1)	Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 joint au DCE).
Déclaration sur l'honneur	Déclaration sur l'honneur justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 1110-1, et R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-7 à R. 2162-12, R. 2162-13 à R. 2162-14 et R. 2162-15 à R. 2162-21 du code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (via le DC1 fourni dans le DCE). L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'ils doivent informer sans délai l'acheteur de tout changement de situation, au cours de la procédure de passation ainsi d'ailleurs qu'au cours de l'exécution du contrat, qui les placeraient dans un cas d'interdiction de soumissionner ayant pour effet de les exclure d'un marché public.
Pouvoir	Pouvoir de signature de la personne habilitée à engager la société (document attestant la qualité de gérant de l'entreprise ou délégation de pouvoir de l'un des dirigeants). En cas de groupement, les cotraitants devront également fournir une délégation de pouvoir attestant la capacité du mandataire à les représenter.
Attestation d'assurance	Une attestation d'assurance décennale et de responsabilité civile professionnelle
Capacité économique et financière	
Déclaration de chiffre d'affaires	Déclaration concernant le chiffre d'affaires annuel global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles). Dans le cas où le candidat est objectivement dans l'incapacité de produire ces renseignements, il peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent et notamment par la production d'une déclaration appropriée de banques ou d'une preuve d'une assurance pour les risques professionnels (via le DC2 joint au DCE).
Capacité technique et professionnelle	
Références travaux	Liste des travaux exécutés au cours des 5 dernières années, avec attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants, montant, époque, lieu d'exécution et précisions s'ils ont été faits selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin
Moyens matériels	Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature
Moyens humains	Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
Niveaux minimums de capacité exigés	
Qualifications professionnelles	Si le candidat soumissionne au lot 1, il devra impérativement disposer des qualifications professionnelles suivantes <u>ou équivalent</u> : ▪ Qualifelec - TN3 Travaux Neufs - indice 3 (26 à 50 foyers lumineux par chantier) ▪ Qualifelec - BT-S - 6000 mètres de pose de câbles souterrains (enfouissement ou déroulage) ▪ Qualifelec E2 - Installation électrique technicité confirmée ▪ FNTP 65 - Éclairage public ▪ FNTP 6413 - BT < 1 kV

Document	Descriptif
	Si le candidat soumissionne au lot 2, il devra impérativement disposer des qualifications professionnelles suivantes <u>ou équivalent</u> : ▪ QualiPaysage – Création P120 ▪ QualiPaysage – Entretien E132

Présentation des documents : le candidat devra présenter ces documents soit dans des fichiers distincts (exemple : DC1.pdf, DC2.pdf), soit dans un même document (exemple : candidature.pdf) avec un sommaire et les numéros de page détaillant le contenu du document.

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

Conformément aux articles R. 2143-11, R. 2143-12 et R. 2143-16 du Code de la commande publique, pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, les candidats, même s'il s'agit d'un groupement ou d'un sous-traitant, peuvent demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et les candidats. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché.

5.4.2 Eléments nécessaires au choix de l'offre

A l'appui de leur offre, les candidats doivent fournir les documents suivants :

- **Lot n°1 : Eclairage**

Document	Descriptif
Acte d'engagement	L'acte d'engagement dûment complété, daté et signé
Annexe insertion sociale	L'annexe insertion sociale dûment complétée, datée et signée
BPU	Le bordereau des prix unitaires dûment complété
DQE	Le détail quantitatif estimatif dûment complété
DPGF	La décomposition du prix global et forfaitaire dûment complétée
Sous détail des prix	Le sous-détail des prix. Il est demandé au candidat de détailler l'ensemble des prix du BPU et de la DPGF dans le sous-détail des prix. Il est précisé que le candidat peut, le cas échéant, transmettre son propre modèle de sous-détail des prix
Mémoire technique	Il est demandé au candidat de transmettre un mémoire technique de 45 pages (recommandé), détaillant les éléments suivants : • Chapitre 1 : Note relative aux phasage et délais d'exécution (5 pages recommandées hors plannings et cinématique) (sous-critère 2.1) Phasage détaillé prenant en compte les contraintes de l'opération (jalons, flux, emprises foncières, circulations, interface) Des pistes d'optimisation pourront être proposées par l'entreprise afin de sécuriser les contraintes imposées par le MOA.

Document	Descriptif
	• Chapitre 2 : Méthodologie des prestations en fonction des contraintes du site et du projet (20 pages recommandées hors illustrations) (sous-critère 2.2) • Note méthodologique synthétisant les enjeux de l'opération et mettant en avant les interfaces, les points critique et les point de vigilance identifiés. Le candidat devra expliciter les principes de gestion de ces éléments • Chapitre 3 : Liste des matériaux/fournitures proposés pour l'exécution des ouvrages les plus spécifiques (15 pages recommandées hors illustrations) matériel d'éclairage, câbles, émergences (sous-critère 2.3) • Chapitre 4 : Adéquation des moyens humains et matériels affectés à la réalisation de la prestation (5 pages recommandées hors CV et fiches fournitures) (sous-critère 2.4) Présentation sommaire de l'entreprise ou des entreprises intervenantes avec la grille de répartition des travaux en cas de groupement et/ou des sous-traitants éventuels en listant les références en lien avec l'objet du marché Organigramme du chantier avec CV Conducteur de travaux et Chef de chantier avec une sélection de références dans des opérations de même nature et de même importance (maximum 3) - Description des équipes nominatives, nombre et qualifications par type de tâches Description des moyens matériels par type de tâches

• **Lot n°2 : Espaces verts**

Document	Descriptif
Acte d'engagement	L'acte d'engagement dûment complété, daté et signé
Annexe insertion sociale	L'annexe insertion sociale dûment complétée, datée et signée
BPU	Le bordereau des prix unitaires dûment complété
DQE	Le détail quantitatif estimatif dûment complété
DPGF	La décomposition du prix global et forfaitaire dûment complétée
Sous détail des prix	Le sous-détail des prix. Il est demandé au candidat de détailler l'ensemble des prix du BPU et de la DPGF dans le sous-détail des prix. Il est précisé que le candidat peut, le cas échéant, transmettre son propre modèle de sous-détail des prix
Mémoire technique	Il est demandé au candidat de transmettre un mémoire technique de 45 pages (recommandé), détaillant les éléments suivants : • Chapitre 1 : Note relative aux phasage et délais d'exécution (5 pages recommandées hors plannings et cinématique) (sous-critère 2.1) Phasage détaillé prenant en compte les contraintes de l'opération (jalons, flux, emprises foncières, circulations, interface). Des pistes d'optimisation pourront être proposées par l'entreprise afin de sécuriser les contraintes imposées par le MOA. • Chapitre 2 : Méthodologie des prestations en fonction des contraintes du site et du projet (20 pages recommandées hors illustrations) (sous-critère 2.2) Note méthodologique synthétisant les enjeux de l'opération et mettant en avant les interfaces, les points critique et les point de vigilance identifiés. Le candidat devra expliciter les principes de gestion de ces éléments

Document	Descriptif
	• Chapitre 3 : Liste des matériaux/fournitures proposés pour l'exécution des ouvrages les plus spécifiques (15 pages recommandées hors illustrations) substrat, accessoires plantation et végétaux (<i>sous-critère 2.3</i>) Pour la provenance et caractéristiques des végétaux, doivent être fournis les éléments suivants : - Tableau listant la ou les pépinières d'approvisionnement pour chaque espèce, - Accords écrits des pépinières présentées par le candidat, - Fiche de présentation de chaque pépinière : analyse du sol de culture contenant le spectre granulométrique et le pH, performances environnementales (Pratiques culturales alternatives, Bilan carbone, ...) - Fiche type jointe en annexe du RC à compléter par la pépinière de photos avec pige. • Chapitre 4 : Adéquation des moyens humains et matériels affectés à la réalisation de la prestation (5 pages recommandées hors CV et fiches fournitures) (<i>sous-critère 2.4</i>) Présentation sommaire de l'entreprise ou des entreprises intervenantes avec la grille de répartition des travaux en cas de groupement et/ou des sous-traitants éventuels en listant les références en lien avec l'objet du marché Organigramme du chantier avec CV Conducteur de travaux et Chef de chantier avec une sélection de références dans des opérations de même nature et de même importance (maximum 3) - Description des équipes nominatives, nombre et qualifications par type de tâches Description des moyens matériels par type de tâches

Dans le cas où le candidat présente un sous-traitant lors du dépôt de son offre, il a la possibilité de fournir au pouvoir adjudicateur le formulaire DC4 joint au dossier de consultation, ou tout autre document mentionnant :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie (capacité économiques et financières, capacité techniques et professionnelles) pour réaliser la prestation sous traitée.

Le CCTP et le CCAP ne sont pas à remettre dans l'offre. Ils ont valeur contractuelle conformément au CCAP.

Seuls les documents détenus par le pouvoir adjudicateur font foi.

Toute modification apportée aux pièces contractuelles entraînera le rejet de l'offre. La consultation n'autorise pas les réserves, les modifications et les annotations sur les pièces contractuelles du DCE (en dehors des compléments demandés).

5.5 Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres

Les conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres qui suivent s'imposent aux candidats.

Toute remise sous une autre forme que celle imposée au présent document entraînera l'irrégularité de l'offre.

Seule la forme dématérialisée est admise. Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, par voie électronique, sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Si le candidat adresse plusieurs offres différentes, seule la dernière offre reçue, dans les conditions du présent règlement, sera examinée.

La réponse électronique doit être effectuée dans les conditions fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique. Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

5.5.1 Conditions de la dématérialisation

Les candidatures et offres devront être transmises avant le jour et l'heure inscrits sur la page de garde du présent règlement de consultation. L'heure limite de la candidature et de l'offre correspondra au dernier octet reçu.

Les dossiers de candidatures et d'offres parvenus après cette date et heure limites seront éliminés sans avoir été lus et le candidat en sera informé

5.5.2 Modalités de remise des offres électroniques

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux. En cas de dépôts successifs il est recommandé que le dernier dépôt contienne l'ensemble des pièces exigées.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur.

Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

5.5.3 Copie de sauvegarde

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, lorsque le candidat aura transmis son dossier ou document accompagné d'une copie de sauvegarde sur support physique électronique envoyé dans les délais impartis pour la remise des offres, cette copie, identifiée comme copie de sauvegarde sera placée sous un pli scellé et ne sera ouverte que si :

- un programme informatique malveillant est détecté dans les offres transmises par voie électronique,
- une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des offres.

En cas de remise sur support physique électronique, il est préconisé le format suivant : Clé USB. Le pli contenant la copie de sauvegarde sera détruit par le pouvoir adjudicateur s'il n'est pas ouvert. Le pli cacheté contenant la copie de sauvegarde sera envoyé en recommandé ou remis à l'adresse suivante et portera les mentions suivantes :

Grand Paris Aménagement DJF-DAM - Département des achats et des marchés 11 rue de Cambrai - Bâtiment 033 75945 Paris Cedex 19 Pli pour la consultation : NEUI_ Travaux d'aménagement des espaces publics de l'avenue Maison Blanche, secteur Nord, phase 1A de la ZAC Maison Blanche à Neuilly-sur-Marne (93) - 2 lots Candidat : [à compléter] NE PAS OUVRIR : COPIE DE SAUVEGARDE
--

D'autre part, conformément aux dispositions de l'arrêté du 14 avril 2023 modifiant l'annexe 6 du Code de la commande publique et fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde lorsque le candidat transmet une copie de sauvegarde par voie électronique, la copie de sauvegarde doit être transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 (annexe 8 du Code de la commande publique). Les copies de sauvegarde envoyées par courriel ne sont pas acceptées.

Les envois sont acheminés sous la seule responsabilité des candidats. L'organisateur de la consultation ne peut être tenu pour responsable du dépassement du délai de remise des propositions. Les frais de transport des prestations sont à la charge des candidats.

6 JUGEMENT DES OFFRES

6.1 Critères de jugement des offres

L'acheteur attribuera chaque marché au candidat qui aura remis l'offre économiquement la plus avantageuse à l'issue d'un classement selon les critères pondérés suivants :

➤ **Lot n°1 : Eclairage**

Critère et pondération	Descriptif
Critère 1 : Prix (60 %)	Analysé au regard du montant total € HT indiqué dans le DQE et la DPGF transmis par le candidat (addition des deux)
Critère 2 : Valeur technique (40 %)	Analysé au regard du mémoire technique <i>de 45 pages (recommandé)</i> détaillant les éléments suivants : • <u>Sous-critère 2.1</u> : Qualité de la note relative aux phasage et délais d'exécution 10% noté sur 5 • <u>Sous-critère 2.2</u> : Qualité de la méthodologie des prestations en fonction des contraintes du site et du projet – 15% noté sur 5 • <u>Sous-critère 2.3</u> : Matériaux/fournitures proposés pour l'exécution des ouvrages les plus spécifiques -10% noté sur 5 • <u>Sous-critère 2.4</u> : Adéquation des moyens humains et matériels affectés à la réalisation de la prestation – 5% noté sur 5

➤ **Lot n°2 : Espaces verts**

Critère et pondération	Descriptif
1. Prix (60 %)	Analysé au regard du montant total € HT indiqué dans le DQE et la DPGF transmis par le candidat (addition des deux)
2. Valeur technique (40 %)	Analysé au regard du mémoire technique de 45 pages (recommandé) détaillant les éléments suivants : • Sous-critère 2.1 : Qualité de la note relative aux phasage et délais d'exécution – 10% noté sur 5 • Sous-critère 2.2 : Qualité de la méthodologie des prestations en fonction des contraintes du site et du projet – 10% noté sur 5 • Sous-critère 2.3 : Matériaux/fournitures proposés pour l'exécution des ouvrages les plus spécifiques - 15% noté sur 5 • Sous-critère 2.4 : Adéquation des moyens humains et matériels affectés à la réalisation de la prestation – 5% noté sur 5

6.2 Méthodologie de notation

Modalités de calcul des notes :

Critère 1 : Offre moins disante / offre analysée X pourcentage de pondération.

Critère 2 : Addition des notes pondérées des sous-critères.

Sous critères : deux notes seront attribuées :

- Une note sur 5
- Une note pondérée = Note sur 5 / 5 x pourcentage de pondération.

La note totale est obtenue par l'addition des notes des critères 1 et 2 : sur 100.

6.3 Rejet des offres

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :

Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation et négociation par l'acheteur.
Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat malgré une éventuelle demande négociation.

6.4 Régularisation des offres

L'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats ayant remis une offre irrégulière de régulariser leur proposition, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Les justificatifs non substantiels manquants devront alors être fournis dans le délai fixé par l'acheteur à défaut de quoi l'offre du candidat sera définitivement rejetée. Cette régularisation ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

6.5 Offres anormalement basses

Conformément aux articles R2152-3 à R2152-5 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

6.6 Négociations

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition. L'acheteur se réserve la possibilité d'engager des négociations dans les conditions suivantes :

Les négociations sont destinées à améliorer la performance technique et économique des offres initiales, pour permettre de les adapter et dimensionner parfaitement aux besoins de l'acheteur. Les négociations pourront porter sur les caractéristiques techniques et financières des offres, ou sur certaines dispositions du cahier des charges. Elles ne pourront pas porter sur l'objet du contrat, ses caractéristiques substantielles ni les critères d'attribution.

Les négociations seront engagées avec les 3 candidats les mieux classés (sous réserve d'un nombre suffisant de candidats) à l'issue de l'analyse des offres initiales. Les candidats en seront avisés par écrit.

Les négociations seront conduites dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et de confidentialité des offres. Les négociations seront conduites par tous moyens. Les échanges résultant de la négociation seront formalisés par écrit. A l'achèvement des négociations, les offres négociées feront l'objet d'un dernier classement.

Toutefois l'acheteur pourra attribuer le contrat sur la base des offres initiales sans négociation.

7 VERIFICATION DE LA SITUATION DE L'ATTRIBUTAIRE

Pour chaque lot, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs requis par l'acheteur et exigés par la réglementation :

Document	Descriptif
Certificat de régularité fiscale	Attestation délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales
Certificat de régularité sociale	Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise
Numéro unique d'identification (ou KBIS)	Numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 du code de la commande publique ou, s'il est étranger, document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion
Redressement judiciaire	Copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire
Attestation d'assurance	Une attestation d'assurance décennale et de responsabilité civile professionnelle
Liste des salariés étrangers	La liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail en application de l'article D8254-2 du code du travail
Un pouvoir de signature	Un pouvoir de signature de la personne habilitée à engager la société (document attestant la qualité de gérant de l'entreprise ou délégation de pouvoir de l'un des dirigeants)

Selon les pièces déjà transmises par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché et toujours en cours de validité, l'acheteur ne sollicitera le candidat que pour les pièces manquantes.

Si le candidat a présenté des cotraitants dans son offre, il devra, dans le même délai, produire ces mêmes pièces relatives à chacun des cotraitants et/ou des sous-traitants

8 VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Les recours contentieux ouverts aux candidats sont les suivants :

- **Référé précontractuel avant la signature du contrat** (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- **Référé contractuel après la signature du contrat**, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- **Recours en contestation de la validité du contrat**, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à :

Tribunal Administratif de Montreuil
7 rue Catherine Puig
93558 Montreuil Cedex
Téléphone : 01 49 20 20 00
Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr
Télécopie : 01 49 20 20 99
Site internet : montreuil.tribunal-administratif.fr

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industrielle et commerciale. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

Communication aux tiers : Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habités et hors des objectifs précédemment rappelés.

Droits d'accès, de rectification, de suppression : Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur : ServiceAchats@grandparisamenagement.fr ou enfin, directement auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

Durée de conservation des données personnelles : Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)
[Médiateur des entreprises](#)
[CCAG Travaux du 30 mars 2021](#)